

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Dialogue national : déjà 17 245 contributions recueillies...

**TEL** est le chiffre annoncé hier par Murielle Minkoue-Mintsa, ministre de la Réforme des institutions. C'était lors du premier bilan d'étape du processus de Transition en cours. Un nombre qui devrait augmenter. En effet, pour permettre au maximum de Gabonais, surtout ceux de l'arrière-pays, de participer à la réflexion entamée, le Premier ministre de la Transition, Raymond Ndong Sima, compte prolonger d'un mois la phase consacrée à la collecte des contributions.

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

**A**U lendemain de la clôture de l'opération de collecte des contributions au Dialogue national inclusif prévu en avril 2024, le Premier ministre de la Transition, Raymond Ndong Sima, a assisté hier à l'immeuble Arambo au premier bilan de l'appel à contributions, lancé par lui deux mois plus tôt. En présence des membres du gouvernement, du corps diplomatique et des responsables de l'Administration centrale. Ledit appel constitue "une étape essentielle pour la suite du processus", comme l'a souligné le chef du gouvernement dans son propos introductif. "(...) Pour préparer le Dialogue national, nous avons lancé un appel à contributions. Cet appel a été un peu timide au début", a-t-il reconnu. Avant de souligner le caractère inclusif et sans tabou souhaité par les nouvelles autorités. Prenant la parole par la suite, le membre du gouvernement en charge de la Réforme des institutions a, pour sa part, rappelé le contexte : l'avènement du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) à la tête du pays. Occasion pour

la cheffe du département ministériel de la Réforme des institutions d'indiquer que les contributions recueillies à ce jour ont été classées par catégories et thématiques. Pour permettre de recueillir le plus grand nombre de réflexions, une plateforme numérique dénommée "Mbova" a été créée. Cette première étape prépare véritablement la trame du Dialogue national à venir. Pour preuve, le secrétariat en charge du travail préparatoire de la prochaine grand-messe a identifié les points d'accords et de désaccord.

S'agissant de la sécurité et la protection des données, Murielle Minkoue-Mintsa a garanti leur fiabilité. "L'utilisation des données sera restreinte au Dialogue national à venir", a-t-elle martelé.

L'exposé du membre du gouvernement a révélé l'intérêt, quoique tardif, de ses concitoyens sur le plan national et même de ceux établis à l'extérieur. En effet, 1 647 contributions émanent de la diaspora dont 812 venant de la France, et 567 de l'arrière-pays. S'agissant des régions, la province de l'Estuaire bat le record avec 6 000 contributions enregistrées. Les Gabonais ont ainsi formulé des propositions dans 50 secteurs. De la synthèse présentée hier, il ressort que l'éducation, la santé et les affaires sociales ainsi que l'économie et les finances constituent les domaines de préoccupation des Gabonais. Cependant, l'appel à contribution semble ne pas beaucoup intéresser les plus jeunes. "Nos jeunes concitoyens âgés de 20 à 25 ans n'ont pas beaucoup participé. Nous le regrettons, car sur les réseaux sociaux ils sont très actifs", a-t-elle exploré.

En effet, 1 647 contributions émanent de la diaspora dont 812 venant de la France, et 567 de l'arrière-pays.



La ministre de la Réforme des institutions dressant le bilan de la collecte des contributions.

## Trente jours supplémentaires !

Y.F.I  
Libreville/Gabon

**D**ire que l'appel à contribution, une étape préliminaire et indispensable au prochain dialogue national, suscite l'intérêt des populations relève du truisme. En atteste les 17 245 contributions recueillies à ce jour (lire ci-dessus). Ce nombre à en croire le Premier ministre, Raymond Ndong Sima, ne traduit pas forcément les aspirations de toutes les couches sociales.

" (...) Je considère que certaines populations n'ont pas été en capacité de produire une contribution, par exemple, ceux qui n'ont pas beaucoup étudié ou les populations isolées à l'intérieur du pays. Je ne suis pas sûr que ces gens aient été en capacité de produire. Et pourtant, je suis convaincu qu'ils ont un point de vue", pense-t-il. Pour pallier ce manquement, le chef du gouvernement a décidé d'accorder un mois supplémentaire à la collecte des contributions, notamment celles émanant de l'intérieur du pays. "Je demande au ministre de la Réforme de voir avec les gouverneurs la possibilité de se rapprocher de ces gens-là



Le Premier ministre annonçant la prolongation de l'opération de récolte des contributions.

pendant les trente (30) jours qui restent encore. Entre-temps, on commence l'analyse des contributions déjà recueillies", a-t-il ajouté.

Avant de renchérir : "Je continue de demander aux Gabonais de s'intéresser à la question parce qu'il s'agit de ce qui concerne notre pays. Il ne faut pas que demain quelqu'un dise qu'il n'a pas donné son point de vue. Nous sommes dans une affaire qui nous concerne. Tout le monde doit pouvoir s'exprimer".

Une décision tombant sous le sens. D'autant que les populations de l'arrière-pays, confron-

tées aux problèmes de couverture internet, n'ont pas pu forcément s'acquitter de leur participation citoyenne.

La prolongation accordée par le locataire de l'immeuble du 2-Décembre va forcément enrichir le corpus recueilli par le ministère de la Réforme des institutions. Reste à savoir si cette décision de Raymond Ndong Sima sera sans conséquences sur le chronogramme de la Transition, rendu public par le porte-parole du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), le colonel Ulrick Manfoumbi Manfoumbi

Photo: Jocelyn Abila

Photo: Jocelyn Abila